

Quels fronts anticapitalistes pour quels objectifs ?

A – Gauche antilibérale, extrême gauche et libertaires face à une gauche institutionnelle dans la tourmente

1) CRISE IDEOLOGIQUE ET POLITIQUE PROFONDE DE LA GAUCHE INSTITUTIONNELLE

Le 6 mai 2007 a été marqué par la victoire d'une droite décomplexée à la fois capitaliste, nationaliste et atlantiste. Un autre événement a également secoué le paysage politique. La défaite de Royal à l'élection présidentielle a été le révélateur d'une profonde crise idéologique et politique du Parti socialiste à laquelle fait écho la crise de toute la gauche institutionnelle, et tout particulièrement du PCF des Verts.

La crise que traverse le PS résulte d'une orientation qui l'a conduit à l'impasse. Historiquement cette organisation a prétendu pouvoir transformer profondément la société à partir des institutions. Dans les faits, le PS est un gestionnaire loyal du capitalisme, parvenant même à devancer ses attentes, si bien qu'aujourd'hui son programme se distingue de moins en moins de celui de l'UMP et que cela ne lui pose pas problème de gouverner avec le Modem. Ainsi, sur les questions des retraites, de la loi Pécresse sur les universités (LRU) ou de la constitution européenne, il s'est dit en accord avec le gouvernement. Le fait qu'un certain nombre de ses cadres en mal d'ambition aient proposé leurs services au pouvoir UMP en dit long sur leurs convictions.

Le PCF poursuit son déclin qui atteint un seuil critique. S'il reste la première force politique organisée à la gauche du PS, il paye au prix fort le fait d'être incapable d'incarner une politique indépendante du PS.

Il continue de se replier sur ses positions électives (conseils généraux du 93 et du 94, mairies) au détriment d'une politique offensive et alternative. Pour autant, dans nombre de villes, il est possible de mener des combats communs (sans-papiers, logement, emploi...) avec ses militant-e-s, même si nationalement, le PCF navigue entre repli et incertitude, voire opportunisme (son CN de février a laissé entrevoir la possibilité de participer à des exécutifs municipaux si le PS se ralliait au Modem dans certaines villes à l'occasion du deuxième tour des élections municipales).

Les Verts vivent le paradoxe de s'enfoncer dans une crise, alors même que les questions écologiques deviennent de plus en plus centrales pour l'avenir de la planète. Leur appel à voter oui à la constitution européenne les a largement discrédités chez toutes celles et ceux qui pensent que l'écologie et le capitalisme sont incompatibles. Son absence d'indépendance par rapport au PS, mais aussi le carriérisme et l'opportunisme d'une partie de ses cadres et militant-e-s passé-e-s au PS et au Modem, amplifient sa crise actuelle. Le fait d'apparaître peu lisibles et pas assez combatifs dans le combat antinucléaire, voire débordés par d'autres mouvements, comme les Faucheurs volontaires contre les OGM, dont nombre de militant-e-s Verts font pourtant partie et silencieux-ses et/ou inaudibles dans les luttes sociales, questionne sur l'utilité politique des Verts.

C'est cette sclérose, mais aussi le vide politique laissé par le PS et plus largement la gauche institutionnelle, qui conduisent beaucoup d'électeurs-trices et de sympathisant-e-s de gauche à dire que la gauche est morte.

2) LES CENTRES DE GRAVITE DE LA GAUCHE SOCIALE

a) Mouvement social et gauche de la rue

La première force de propositions à la gauche du PS reste le mouvement social, et plus précisément ce que nous appelons la « gauche de la rue », dans laquelle l'ensemble des militantes et des militants, organisés politiquement, syndicalement ou non-organisés, qui considèrent que le mouvement social doit se doter d'un projet politique et que les bases de ce projet sont les pratiques de démocratie et d'action directes développées dans les luttes, hors des cadres institutionnels, jouent un rôle moteur.

Depuis l'élection de Sarkozy, le mouvement social a su occuper partiellement la place laissée vide par un PS atone, incarnant ainsi la principale opposition politique au patronat et à la bourgeoisie. Il a en particulier réussi à polariser l'ensemble du débat politique lors des luttes de l'automne à la SNCF, à la RATP et dans les facs.

Au sein de cette gauche de la rue, nombre de militantes et de militants défendent le principe d'organisation, mais ne sont pas organisé-e-s. C'est cette contradiction qui oriente depuis des années les lignes stratégiques à la gauche du PS. La LCR, le PCF et les antilibéraux tentent avec plus ou moins de succès d'offrir un cadre militant à cette mouvance. Mais la réalité marginale de ces organisations rebute plus qu'elle n'attire.

La dynamique de la campagne pour le Non de gauche a suscité un espoir de ce point de vue, en fédérant largement, hors des organisations traditionnelles, cette gauche de la rue. Mais de fait le débat sur le débouché politique de cette campagne est resté confiné à la question électorale. Or reconduire pour une élection classique ce qui avait prévalu pour une campagne référendaire n'est pas possible et les batailles d'appareils ont succédé à l'élan unitaire.

Le résultat de tout cela est un véritable gâchis, car ainsi les organisations de la gauche du PS comme les mouvements sociaux favorables au Non à la constitution européenne ont été incapables d'exploiter une des rares victoires politiques remportée sur le patronat et les partis procapitalistes (UMP, PS, UDF).

Certes, les courants politiques électoralistes ont une part de responsabilité dans cet échec, mais il ne faut pas non plus surestimer l'acuité politique des militantes et militants non organisés ayant participé à cette campagne. Faute d'une boussole politique pour donner une perspective révolutionnaire aux luttes extra-institutionnelles, nombre de ces militantes et militants tombe dans les bras des électoralistes de tout bord. Et mettre en valeur une telle perspective de façon crédible n'a rien de simple, comme l'a montré la mobilisation très modeste lancée par SUD Rail contre le fret privé à Dugny en septembre 2005.

Le débat sur la manière de fédérer cette gauche de la rue traverse également AL depuis longtemps. Nous avons depuis longtemps compris que se contenter de proposer l'organisation au sein d'AL était insuffisant et nous faisait passer à côté d'une bonne partie de cette gauche de la rue. C'est pourquoi nous proposons une structure souple, un « mouvement autogestionnaire large, dans lequel AL s'intégrerait sans disparaître ». Depuis 1995, cette gauche de la rue est de plus en plus présente et c'est encore plus vrai aujourd'hui avec la crise de la sociale-démocratie. Il est donc grand temps de concrétiser cette formule en se dotant d'une stratégie adaptée.

b) La gauche antilibérale

Les antilibéraux sont ceux et celles qui ont le plus cultivé l'illusion d'un débouché électoral à la campagne pour le Non. La campagne Bové a témoigné du flou de leur projet et de leur orientation stratégique, notamment sur la question de l'alliance avec le PS.

De fait, la gauche antilibérale est très diverse, rassemblant des courants du PCF, de la LCR, de la gauche du PS, les Alternatifs et également bon nombre de militantes et militants du mouvement social, comme nous l'avons expliqué plus haut. Chacun de ces courants défend des moyens de construction différents des autres, même s'ils/elles sont d'accord pour prioriser les élections comme vecteur de construction d'une nouvelle organisation. Néanmoins, l'échec de la campagne Bové, qui a montré que les élections étaient facteur de division plus que d'unité, interroge.

En dépit de désaccords stratégiques, il est possible de travailler avec des camarades des Alternatifs et des Collectifs unitaires antilibéraux comme avec d'autres pour impulser des luttes et des cadres unitaires dans les villes et les quartiers.

c) Le nouveau parti de la LCR : une fausse bonne solution

La LCR est sans doute le grand bénéficiaire de la période post-référendum. Elle a clarifié ses positions en optant pour une stratégie anticapitaliste et non antilibérale. Elle entend répondre à la crise de la gauche institutionnelle et à la nécessité de reconstruire une gauche anticapitaliste et révolutionnaire par son projet de nouveau parti anticapitaliste.

Sollicité pour participer à la construction de cette nouvelle organisation, AL a décliné cette proposition pour plusieurs raisons. Nous trouvons normal que les courants anticapitalistes et révolutionnaires se renforcent et c'est ce que nous nous efforçons de faire en construisant Alternative libertaire afin de développer et radicaliser les pratiques d'auto-organisation, les luttes, et donner plus de poids aux idées révolutionnaires et autogestionnaires. De même, il est urgent et nécessaire de combler politiquement et idéologiquement le vide laissé par la faillite de la gauche institutionnelle.

Pour autant, nous ne nous reconnaissons pas dans la méthode et le projet de la LCR.

Sur la méthode, si le désir de la LCR est de construire une organisation politique avec, entre autres, une composante libertaire, pourquoi décréter qu'il doit s'agir d'un parti avant même d'engager le débat comme s'il s'agissait là de la seule construction politique possible ?

Sur le fond du problème, C'est parce qu'il existe des désaccords à la fois idéologiques et stratégiques qu'il ne nous semble pas possible de construire une organisation politique commune qui implique nécessairement une unité stratégique.

Au cœur du débat qui nous intéresse, nous trouvons la question du pouvoir, des contre-pouvoirs, du rapport aux institutions et de la relation entre organisation politique et mouvement social.

En ce qui concerne les élections et la participation aux scrutins, le problème majeur est celui de la délégation de pouvoir au sein d'institutions au service de la bourgeoisie. Les élections encouragent les conduites politiques passives. Les luttes, le mouvement social et syndical doivent rester autonomes des enjeux de représentation électorale et de la gestion institutionnelle. Car pour nous, c'est de la construction de mouvements sociaux puissants que pourra émerger un véritable contre-pouvoir.

De même, la question des élections est présentée comme purement tactique par la LCR, car elle se résumerait à sa fonction tribunicienne. Mais cette question ne devient-elle pas stratégique lorsqu'une organisation se construit principalement à l'occasion de ces échéances ?

3) LES LIBERTAIRES : ENTRE PERMANENCE D'UNE TRADITION ET ROLE DE TMOIGNAGE

Globalement, les organisations anarchistes se maintiennent, mais en dépit de l'affaiblissement et de la crise de la gauche institutionnelle, elles ne parviennent pas à occuper un espace politique plus important. La raison principale en est qu'elles campent pour la plupart sur un discours identitaire et se refusent à se confronter aux autres courants anticapitalistes. Ainsi elles se tiennent à l'écart de la plupart des cadres unitaires de mobilisations et se replient sur une activité pour l'essentiel propagandiste.

Pourtant, il existe au sein de ces organisations et plus généralement dans l'ensemble du mouvement social bon nombre de libertaires qui ne se contentent pas d'une posture propagandiste et identitaire. Certains d'entre elles/eux, découragés par l'attitude des organisations anarchistes, préfèrent militer dans des organisations politiques de tradition marxistes, ce qu'a bien compris la LCR, qui multiplie aujourd'hui les appels du pied en direction des libertaires inorganisé-e-s.

Il serait tentant de considérer que l'unité des libertaires doit passer avant l'unité avec l'ensemble des courants anticapitalistes, et que cette unité est en fait une condition pour arriver à se faire entendre dans le débat politique. Ce fut grosso-modo l'orientation actée à notre congrès d'Angers en 2004. Revenant sur l'orientation de « forums pour l'alternative et l'autogestion » adoptée par AL au congrès de Besançon en 1997, nous analysons que cette orientation avait échoué du fait d'un « manque de partenaire [et d'un] foison d'adversaires », que « les libertaires ont une responsabilité particulière pour penser et porter un projet de Front social » et que « tout dépendra de la force, de la cohérence et de l'audience des libertaires », concluant que « l'évolution positive de la FA et de l'ensemble du mouvement libertaire doivent nous donner confiance ». Cette orientation n'a pas été rediscutée depuis. Nous pensons aujourd'hui qu'elle fut une erreur. D'abord parce que cette « évolution positive » ne s'est pas poursuivie de façon significative. Ensuite parce que nous en sommes toujours au même point concernant la construction d'outils d'élaboration politique internes au mouvement social, qu'on les appelle « fronts anticapitalistes » ou « forums pour l'alternative et l'autogestion ».

De fait, dès qu'il s'agit de concilier intervention libertaire et intervention de masse, expression libertaire et unité des anticapitalistes, cela reste problématique pour la plupart des organisations anarchistes qui partent vaincues d'avance et ne veulent y voir que le spectre du réformisme, se condamnant ainsi à l'impuissance. S'appuyer sur l'unité des libertaires pour peser dans les débats brassant l'ensemble de la gauche sociale n'a donc rien d'évident et est parfois même contreproductif.

L'unité des libertaires a aussi été avancée comme étant un moyen de s'adresser aux libertaires du mouvement social, organisé-e-s ou non. Cet enjeu est effectivement important pour AL, d'autant qu'il existe de nombreux libertaires dans le mouvement social, y compris des animateurs ou animatrices de celui-ci. Mais pour autant l'unité des libertaires n'est pas le seul moyen de débattre avec ces militant-e-s. Les exemples sont nombreux de militant-e-s nous ayant rejoints non pas parce que nous fermions les yeux sur les carences politiques des organisations anarchistes, mais au contraire pour notre approche ouverte, non sectaire, et finalement adaptée aux réalités du mouvement social, telles que nous les avons décrites plus haut. Il est d'ailleurs préférable de gagner des militant-e-s sur des bases politiques très claires, plutôt que sur des analyses politiques travesties pour séduire les militant-e-s d'autres organisations, quelles qu'elles soient.

Il n'y a donc pas de raison tactique de privilégier l'unité avec les organisations anarchistes, et encore moins de raison stratégique, AL étant un courant politique spécifique, dont « l'effort de synthèse ne s'arrête pas aux seuls courants libertaires » et cherchant « une fusion des acquis positifs de l'ensemble des courants révolutionnaires. » (Manifeste pour une AL, p36). Les organisations anarchistes ne constituent donc pas de ce point de vue des « partenaires naturels ».

Reste que l'ouverture des organisations anarchistes vers le reste de la gauche sociale serait une avancée pour le courant libertaire. Et quand ces organisations font le choix de l'ouverture partielle, nous sommes sollicités, ce qui n'était pas le cas il y a 10 ans. Il serait dommage de fermer la porte à ces signes d'ouverture. Mais participer à des initiatives unitaires avec les libertaires doit rester pour nous une tâche secondaire devant l'orientation de construction des fronts anticapitalistes, ou alors se situer clairement dans une perspective de convergence plus large, avec des courants non libertaires. Et de ce point de vue, rien n'est joué.

B – Quelle unité des anticapitalistes ?

1) POUR UN FRONT ANTICAPITALISTE

Crise, recomposition, autodépassement, repli, le paysage politique à la gauche du PS reste dominé par la fragmentation.

Ce qui reste certain, c'est qu'aucun courant ne peut à lui seul prétendre occuper l'espace politique laissé vacant par la gauche institutionnelle en crise.

Alternative libertaire ne veut pas se résigner à l'éparpillement actuel des forces anticapitalistes. Nous ne prétendons pas pouvoir regrouper tout le monde dans une maison commune. Au-delà des points communs et des convergences auxquels il faut travailler, les divergences idéologiques et stratégiques rendent difficile, voire impossible, une telle entreprise. Mais entre ce tout et un rien qui permet de conforter le patronat, la droite et le PS dans l'idée que le capitalisme a de beaux jours devant lui, il est possible d'envisager d'autres formes de regroupements à la fois unitaires, pluralistes et respectueux de l'identité politique de chacun-e.

C'est dans ce sens que nous proposons partout à nos partenaires la construction de fronts anticapitalistes.

De quoi s'agit-il ?

L'idée de front consiste à créer des cadres unitaires (collectifs, réseaux, coordinations assemblées, peu importe la dénomination, il ne s'agit pas d'une marque déposée) dans les villes et les quartiers fédérant toutes celles et ceux qui veulent riposter globalement aux attaques de la droite et du Medef, qu'ils/elles soient organisé-e-s ou pas et qui souhaitent le faire sur une base anticapitaliste.

Face à la gravité et à la multiplicité des attaques, il convient d'éviter la dispersion et de construire partout des regroupements souples ayant pour vocation de répondre globalement à ces attaques, tout en sachant qu'à certains moments, il faudra mettre l'accent sur certaines questions plutôt que sur d'autres.

Les mauvaises langues peuvent y voir des structures fourre-tout, mais en réalité, c'est la seule façon d'éviter la division des forces, la dispersion qui fait le jeu du gouvernement et c'est un moyen d'être plus réactif-ve afin d'éviter la concurrence entre mobilisations sur des fronts de lutte qui gagneraient à converger. C'est donc le gage d'une plus grande efficacité.

L'idée de résistance anticapitaliste permet de mettre en avant l'idée d'opposition frontale à la politique capitaliste Sarko/Medef, ce que la gauche institutionnelle s'est à ce jour refusé à faire. Mais elle permet aussi de nommer clairement une politique qui fait système et donc d'identifier précisément son caractère de classe.

Organe de résistance, de soutien et de popularisation des luttes, le front anticapitaliste se bat aussi pour une alternative anticapitaliste et, nous l'espérons, autogestionnaire à la société actuelle.

Cela signifie que le front anticapitaliste est un lieu de débat visant à populariser des mesures d'urgence, mais aussi des mesures transitoires, notamment à partir d'actions de réquisition (de logements vides, d'embauches, d'entre prises qui licencient, qui ferment), de récupération et de redistribution des richesses. Il vise aussi à favoriser le développement de l'éducation populaire en réintroduisant la politique dans les quartiers (par exemple via des cafés politiques, des cinémas alternatifs ou des lieux de contre-culture) et en encourageant le développement de projets faisant le lien entre les dimensions sociale et politique de l'éducation populaire.

C'est donc un lieu de débat et d'action qui met la question de la transformation de la société au cœur de ses démarches.

Le front anticapitaliste peut être dans toutes les villes le lieu de convergence entre militant-e-s politiques et militant-e-s des mouvements sociaux, ainsi qu'avec celles et ceux qui ne sont pas organisé-e-s. Il ne s'oppose pas au front social qui résulte de la convergence des structures d'auto-organisation et des organisations sociales (syndicats, associations, réseaux), mais le complète. Et c'est un outil délimité stratégiquement, ayant vocation à incarner une force résolument extraparlamentaire, un premier pas dans la construction d'un mouvement autogestionnaire large.

Nous n'y voyons là ni une panacée, ni une fin en soi, mais une formule suffisamment souple pour faire vivre l'unité dans la diversité et le pluralisme avec toutes celles et ceux qui se battent contre l'oppression de classe, de genre et le racisme et militent pour l'émancipation sociale et politique.

Ce cadre unitaire sera ce que les un-e-s et les autres en feront, il peut, s'il s'inscrit dans la durée et grâce à la pratique, atténuer la méfiance, lever des incompréhensions et favoriser des débats politiques constructifs. Il peut permettre aux militant-e-s de construire des outils de lutte et d'auto-organisation favorisant le développement de la conscience politique et de mobilisation de masse, ce qui est essentiel pour faire reculer la résignation ambiante qui conforte les bureaucraties politiques et syndicales, mais aussi la détermination du capital.

Il s'agit également d'un outil servant à favoriser des décantations politiques et favoriser l'émergence d'un courant politique qui regroupera ce qu'il y a de meilleur dans le courant libertaire lutte de classe, le marxisme révolutionnaire, l'écologie et le féminisme.

Mais il peut également dans une phase de radicalisation politique aider à l'émergence d'assemblées populaires intégrant aussi bien les courants politiques et sociaux que tous les secteurs de la population opposés au système capitaliste à l'instar de ce qui a pu se passer ces dernières années en Amérique latine (Argentine, Chiapas, Oaxaca).

Quelle qu'en soit la forme politique, il s'agit bien de construire une force extraparlamentaire qui se donne les moyens d'avoir une audience de masse et incarne d'autant plus une alternative anticapitaliste, révolutionnaire et autogestionnaire qu'elle s'appuie essentiellement sur des luttes et des contre-pouvoirs autonomes.

2) LE ROLE ET LES TACHES D'ALTERNATIVE LIBERTAIRE DANS LA CONSTRUCTION DU FRONT ANTICAPITALISTE

Défendre une orientation stratégique ne consiste pas à la défendre de façon essentiellement propagandiste, à moins de vouloir réduire la politique à une forme de discours incantatoire.

Pour la mettre en œuvre, cela implique deux types de démarches complémentaires.

La première vise à prendre partout où cela est possible l'initiative de construction de fronts anticapitalistes, non pas seul-e-s mais en associant à chaque fois d'autres forces, et personnes favorables à cette démarche. Partout, nous agissons pour qu'il ne s'agisse pas d'un simple cartel d'organisations.

De même, nous devons expliquer que même si nous entendons travailler avec des militant-e-s et des forces qui par ailleurs peuvent être amenées à participer à des échéances électorales, la démarche de front anticapitaliste est incompatible avec une démarche de type électorale. Et donc c'est en dehors de ce cadre que celles et ceux qui font ce choix pourront lui donner libre cours.

Enfin, le front anticapitaliste ne saurait être le lieu d'une recomposition ou de la construction d'une nouvelle organisation politique auxquelles peuvent légitimement prétendre certaines organisations. Si à terme la fédération sur le plan national de ces fronts locaux sera un enjeu, il est invisable, aux vues de l'état actuel de l'extrême gauche, d'espérer créer une nouvelle organisation politique en laissant de côté la majeure partie des anticapitalistes.

Nous ne partons pas de zéro. Dans plusieurs villes, nous travaillons déjà depuis la victoire de Sarkozy à l'émergence de tels fronts. C'est en s'appuyant sur les réussites, mais aussi en prenant la mesure des difficultés d'une telle démarche que nous devons aujourd'hui contribuer à amplifier le mouvement.

Parmi ces difficultés, il a été pointé par plusieurs CAL le manque de partenaires. Ceci nous amène à la seconde démarche.

Il faut aujourd'hui avoir le souci constant d'améliorer nos relations avec les autres forces anticapitalistes et révolutionnaires en agissant en vue de dégager des convergences sans nier les divergences, mais sans figer les débats sous prétexte de divergences. Pour nous, il ne s'agit pas d'avoir l'obsession de marquer un camp politique, ce qui peut déboucher sur une attitude sectaire, mais de se donner les moyens de porter un certain nombre de débats dans les autres courants anticapitalistes et réciproquement de ne pas se braquer face aux débats que les autres courants entendent porter chez nous.

Alternative libertaire entend ainsi réaffirmer sa volonté de construction d'un courant communiste libertaire non sectaire, attaché au pluralisme et rejetant toute forme de dogmatisme.